

Monde pluriel et civilisation solidaire

ALGÉRIE : L'HEURE DES CHOIX

*par André Larceneux **

L'Algérie va-t-elle finir de connaître des répliques de tous les séismes qui l'agitent depuis des années ? Boumerdés a connu une nouvelle secousse, en septembre 2003, qui ne pouvait que lui rappeler le dramatique tremblement de terre qui avait fait plus de 2000 morts en mai. L'Algérie avait redécouvert alors l'impéritie et la corruption de l'État ayant permis la construction d'immeubles, en toute illégalité et dans le non-respect des normes techniques : ils se sont effondrés comme des châteaux de cartes. En revanche, elle a montré une immense capacité de solidarité qui a permis à tout un peuple de se porter à lui-même secours, alors que les services officiels étaient défailants. Elle a laissé aussi exploser sa colère devant les autorités et en premier lieu devant son Président, M. Bouteflika.

Une urbanisation mal maîtrisée, une pénurie de logements, des services collectifs en crise aggravent encore une situation marquée par le chômage massif des jeunes. L'Algérie a du mal à accepter sa diversité culturelle et à ne pas laisser sombrer une partie d'elle-même, la Kabylie, dans la plus extrême misère. Par ailleurs, le statut des femmes est toujours soumis à un Code de la famille promulgué sous influence islamiste.

Le pays subit encore des répliques, certes atténuées et localisées, de cet autre séisme qu'a été le terrorisme islamiste, réduit pour partie aujourd'hui à des actions de grand banditisme.

Et pourtant, ce constat, pessimiste mais incontestable, ne tient pas devant la détermination des Algériens eux-mêmes, devant leur attachement à leur pays, à leur culture, devant leur enthousiasme et leur sérénité. Ce pays exerce toujours la même fascination et le même mystère, il délivre généreusement sa beauté, ses odeurs ou ses paysages. Tous ceux qui l'ont connu, tous ceux qui l'ont rêvé, tous ceux qui, enfin, le découvrent reviennent avec un enthousiasme et une admiration sans bornes. Et c'est souvent le cas de jeunes Français issus de l'immigration algérienne en France.

De multiples liens avec la France

La présence en France d'une importante immigration algérienne est en train de modifier en profondeur les relations entre les deux pays. Des liens multiples, aussi bien organisés qu'informels, existent entre l'Algérie et la France. Les travaux d'Alain Tarrus (1), par exemple, ont montré l'importance des relations nouées,

** Professeur
d'aménagement et
d'urbanisme à
l'Université
de Bourgogne.*

(1) **Alain Tarrus**,
*La mondialisation par le bas :
les nouveaux nomades de
l'économie souterraine*,
Balland, 2002. Cf. *Economie
& Humanisme* n° 365,
juin-juillet 2003, p. 105.

dans l'économie souterraine, entre le Maghreb et l'Europe et le rôle des « fourmis » du négoce international. Mais ces relations étroites se développent aujourd'hui fortement dans la coopération scientifique. Le système éducatif algérien, actuellement en crise, connaît un recul sensible (2). Quatre raisons peuvent l'expliquer. Tout d'abord, la fantastique croissance démographique a multiplié la demande de formation, alors que les débouchés sur le marché du travail sont difficiles. Ensuite, l'insuffisance quantitative du corps enseignant a été aggravée par les années de terrorisme qui ont provoqué le départ de nombreux intellectuels et universitaires. L'insuffisance des moyens matériels, notamment en bibliothèques et documentation, commence seulement à être compensée, notamment par le recours à Internet. Enfin, l'arabisation a laissé des traces profondes, notamment chez les jeunes orientés vers les sciences sociales.

Pourtant, la coopération scientifique franco-algérienne est intense. Elle pourrait cependant être plus développée si des moyens financiers plus conséquents y étaient consacrés. Surtout, elle change de nature. Soutenue jusqu'à présent, du côté français, par d'anciens coopérants, elle est aujourd'hui, pour une large part, animée par des chercheurs français issus de l'immigration ou par des Algériens occupant des postes dans les universités françaises. Des réseaux efficaces se constituent, qui obligent à penser, de manière nouvelle et plus optimiste, les migrations de jeunes qualifiés (3). Dans cette perspective, une politique plus ouverte de visas pour les étudiants algériens – demande qui s'était exprimée lors du voyage du Président Chirac – et un accueil temporaire d'universitaires français en Algérie devraient permettre de démultiplier les efforts de coopération.

Du point de vue institutionnel, la déclaration d'intention relative à la création d'un « Haut Conseil universitaire et de recherche franco-algérien », qui a été signée en mars 2003, devrait permettre de mieux coordonner l'ensemble des partenariats de recherche. On peut espérer que cette initiative sera relayée par les universités françaises et les communautés scientifiques, et qu'elle ne restera pas cantonnée dans les cartons des administrations des deux pays.

La possibilité que l'Algérie puisse retrouver une recherche de niveau international est liée à ses propres capacités de financement : cet effort doit être considérable. Les autorités algériennes semblent avoir compris son caractère désormais prioritaire. Cet effort implique que des emplois soient offerts aux jeunes diplômés et qu'ils soient de qualité. Par qualité, il faut entendre tout d'abord les niveaux de rémunération et les perspectives de carrière. Cela suppose une amélioration des conditions de travail et des moyens matériels pour équiper les laboratoires et les centres de documentation. Enfin, des conditions de vie satisfaisan-

(2) **Hocine Khelfaoui**

« La recherche scientifique en Algérie : initiatives sociales et pesanteurs institutionnelles », in **A. Mahiou** et **J.-R. Henry**, *Où va l'Algérie ?*, Karthala-Tremam, 2001.

(3) Loin d'être de simples ponctions sur les richesses intellectuelles des pays en développement, les mouvements des diplômés vers les pays développés peuvent constituer un des moyens privilégiés de transferts des connaissances.



tes, comme le simple fait de pouvoir trouver un logement, sont nécessaires.

Les conflits au grand jour

L'effort de recherche relève de choix politiques. Il dépend aussi des capacités de l'économie algérienne dans son ensemble et des stratégies de développement mises en œuvre. La question est sur le devant de la scène et est placée au cœur de la campagne présidentielle.

Les conflits, qui étaient cachés dans un système opaque, s'exposent désormais au grand jour : conflits de personnes, de clans, au sein même de l'Armée, colonne vertébrale du régime, ou au sein du FLN. Peu avant la venue du Président Chirac en Algérie (mars 2003) que beaucoup avaient interprétée comme un soutien à M. Bouteflika, l'Union Générale des Travailleurs Algériens avaient lancé un mot d'ordre de grève générale – ou presque, le secteur pétrolier étant épargné – très fortement suivi, contre la politique libérale du gouvernement. Le FLN radicalisait dans le même sens ses positions, et son président, alors premier ministre, M. Benflis affirma sa volonté de présenter sa candidature à l'élection présidentielle. Le conflit au sommet, tranché par le changement de premier ministre (mai 2003), s'est reporté au sein du parti dominant.

Depuis la chute du prix du pétrole de 1986, l'Algérie a appliqué de son propre chef, mais avec le soutien des créanciers internationaux et du FMI, une politique draconienne d'ajustement structurel, confortée en 1995 par le « consensus de Washington ». Cette politique a rompu brutalement avec la politique d'industrialisation menée antérieurement. Celle-ci était loin d'avoir donné les résultats attendus. Mais ce changement n'a réussi qu'à accélérer, sinon provoquer, le déclin général du système productif des entreprises d'État. La politique de privatisation n'a pu fournir une alternative crédible. Tout au plus, quelques secteurs ont pu être acquis par de nouveaux capitalistes dont le groupe Khalifa était l'exemple emblématique. Leur logique spéculative et prédatrice, leur cantonnement dans les luttes de clans du régime leur assurent une croissance exponentielle aussi bien qu'une chute inexorable. L'investissement international reste insignifiant, si ce n'est dans le secteur pétrolier où les entreprises américaines sont désormais fortement présentes.

Cette inflexion libérale a aussi eu pour conséquence une rupture du consensus politico-social qui assurait la stabilité de l'Algérie. L'appauvrissement d'une grande partie de la population l'a conduite, par le biais d'organisations caritatives, dans les rets de l'islamisme radical, ce qui, en nécessitant l'intervention directe de l'armée, a provoqué dix années de terreur.

Quelle stratégie de développement ?

Le modèle antérieur ne peut plus être reconstruit. Au contraire, de plus en plus, la rente pétrolière permet seule l'accumulation de richesses. Le secteur pétrolier représente désormais 95 % des ressources d'exportation et près de 70 % des recettes fiscales de l'État. Or deux possibilités d'utilisation de la rente s'offrent, qui traduisent des positions qui s'affrontent. L'une, centrée sur l'essentiel du FLN et des syndicats, et sans doute sur une partie importante de l'Armée, entend maintenir l'utilisation de la rente au profit de l'appareil d'État traditionnel. Mais elle ne peut faire renaître le capitalisme d'État des années 1970 et ne peut assurer une accumulation au profit de l'ensemble de la population.

L'autre, emmenée par l'actuel président, M. Bouteflika, et liée à un islamisme « modéré », entend accroître l'intégration de ces ressources financières dans un capitalisme financier international, américanisé, sur le modèle offert par l'Arabie Saoudite. Les difficultés globales de ce modèle géopolitique, depuis le 11 septembre 2001 et la situation au Moyen-Orient, ont permis un rapprochement avec la France, comme a pu le montrer le voyage du Président Chirac en Algérie, accompagné par des dirigeants d'entreprises.

L'effondrement des entreprises d'État (5), non remplacées par les sociétés privées, les restrictions financières qui ont atteint les administrations et les services publics, le chômage croissant qui touche la jeunesse ont conduit la population à trouver une survie économique dans le développement d'activités de commerce. Cette « économie de bazar » multiplie les intermédiaires et les rentes localisées qui appauvrissent les plus pauvres, développe des activités informelles, voire illégales, ainsi que les trafics et les petites spéculations en tout genre.

Le repli de l'économie algérienne sur l'unique rente pétrolière a donc des effets de blocage graves sur le développement et entretient une catégorie de rentiers privilégiés. Ces derniers sont, pour le moment, divisés et se disputent le pouvoir d'une manière qui reste peu transparente pour l'ensemble de la population. Ces conflits vont aller en s'exacerbant jusqu'à l'élection présidentielle, comme en attestent aujourd'hui les attaques dirigées contre la presse indépendante.

Il faudra bien que les élites au pouvoir abordent d'une manière différente les questions du développement, autrement que par la captation de la rente pétrolière. Alors, l'immense capacité de coopération entre les peuples algérien et français pourra pleinement se déployer, de part et d'autre de la Méditerranée (6).

André Larceneux

(4) Les différents clans au pouvoir avaient convenu d'un consensus minimum. De même que l'islamisme radical n'avait pu menacer les installations pétrolières solidement protégées par l'armée, la production de la rente pétrolière conditionne la survie du régime : le secteur est à l'abri des grèves qui touchent l'ensemble du pays.

(5) Voir l'ensemble des contributions de **A. Mahiou** et **J.-R. Henry**, *Où va l'Algérie ?* (deuxième partie : nouvelles perspectives économiques).

(6) Pour prolonger : **Saïd Bouamama**, *Algérie, les racines de l'intégrisme*, EPO, 2000 ; **J. Césari** (éd.) *La Méditerranée des réseaux : marchands, entrepreneurs et migrants entre l'Europe et le Maghreb*, Maisonneuve et Larose, 2002 ; *Revue Panoramiques* n° 62, « Algériens-Français : bientôt finis les enfantillages ? », 2003.